

Délibération n° 2021-04-08/6

Objet : Affectation des résultats 2020 de la Commune

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 08 AVRIL 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi huit avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi deux avril 2021, s'est réuni à 9 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 28

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Laurie BELTRA - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absente représentée : Pascale MARCHAL pouvoir à Laurie BELTRA

Absent excusé : Romain CASAS-MATEU

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances, à la commande publique et au contrôle de gestion, rapporte :

Le Conseil municipal, dans sa séance du 8 avril 2021, a arrêté les comptes de l'exercice 2020, en adoptant le compte administratif de la commune qui fait apparaître :

- Un résultat (excédent) de la section de fonctionnement de 2 834 245,47 €.
- Un solde d'exécution (déficit) de la section d'investissement de 1 298 724,99 €.

Par ailleurs, la section d'investissement laisse apparaître des restes à réaliser :

- En dépenses pour un montant de 411 831,55 €.

Le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une affectation par le Conseil municipal, soit en report à nouveau pour incorporer une partie de ce résultat dans la section de fonctionnement, soit en réserve, pour assurer le financement de la section d'investissement. Dans tous les cas, cette affectation doit permettre de couvrir le solde d'exécution de la section d'investissement.

Il est donc proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver l'affectation du résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2020, comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT

Résultat de fonctionnement	
A- Résultat de l'exercice précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	+ 1 447 620,89
B- Résultat antérieurs reportés ligne 002 du compte administratif N-1 précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	+ 1 386 909,72
C- Résultat à affecter	2 834 245,47
Solde d'exécution de la section d'investissement	
D- Solde d'exécution cumulé d'investissement (précédé de + ou -) D 001 (besoin de financement)	- 1 298 724,99
E- Solde des restes à réaliser d'investissement Besoin de financement	- 411 831,55
Besoin de financement (F=D+E)	- 1 710 556,54
AFFECTATION (C=G+H)	2 834 245,47
1) Affectation en réserves R1068 en investissement G- =au minimum couverture du besoin de financement F	1 710 556,54
2) H- Report en fonctionnement R002	1 123 688,93

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 25 voix.

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 3 (L. Taton - C. Sarochar - C. Prost)

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
 pour extrait conforme le 8 avril 2021
 Le Maire
 Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.